



SNV

Renforcer les organisations pastorales pour un développement résilient face au climat

Ce manuel d'apprentissage souligne le rôle central que jouent les organisations de la société civile (OSCs) dans la défense des intérêts des pastoralistes dans l'élaboration de politiques liées au climat, et des processus de gouvernance associés au Burkina Faso et au Kenya.

Ce manuel montre comment le Partenariat Voix pour le Changement (Voice for Change Partnership, V4CP) a renforcé les capacités des réseaux OSC de pastoralistes dans les quatre domaines suivants : connaissances thématiques sur le climat et la résilience ; activités de plaidoyer basées sur des faits ; leadership ; et pérennité organisationnelle. On y présente certaines réussites de politiques, ainsi que les leçons tirées, en mettant l'accent sur la manière dont nous avons consolidé les compétences des OSC à suivre les processus d'allocation des budgets et d'autres politiques clés.

Faire avancer le programme de résilience climat dans un cadre pastoral

L'agro-pastoralisme (la combinaison de différentes formes de production pastorale et d'agriculture) est la première source de subsistance de plus de 268 millions de personnes dans les zones arides

d'Afrique¹.

Le Burkina Faso et le Kenya, qui représentent respectivement les régions du Sahel et de la Corne de l'Afrique, constituent de bons cas d'études pour certaines similarités, mais également la complexité et la diversité de ces contextes pastoraux.

¹ FAO (2018). Pastoralism in Africa's drylands



Bovins à une vente de bétail à Manga (Burkina Faso) en attente de transport vers le Ghana. Les communautés pastorales contribuent grandement au secteur du bétail du Burkina Faso et du Kenya.

Dans les deux pays, le pastoralisme (éleveurs nomades) contribue de manière importante aux économies nationales et locales. Il représente environ 20% du Produit Intérieur Brut (PIB) au Burkina Faso, et environ 14.5% du PIB du secteur de l'agriculture du Kenya. Toutefois, malgré leur poids économique, les régions pastorales sont touchées de manière disproportionnée par les chocs climatiques récurrents, l'insécurité alimentaire et les conflits liés aux ressources naturelles. Ceci s'explique notamment par le fait qu'il se situe dans les zones arides et

marginales qui sont déjà vulnérables et exposées aux épisodes de sécheresse et de dégradation des terres. Alors que les communautés pastorales ont développé un certain nombre de mécanismes d'adaptation et de survie dans ces environnements hostiles, ceux-ci se voient de plus en plus compromis par des choix politiques qui « excluent » les éleveurs nomades des priorités de développement aux niveaux national et sous-national. Grâce à leur connaissance globale des raisons pluridimensionnelles sous-jacentes à ces obstacles, les OSCs pastorales incarnent un acteur essentiel dans la recherche de solutions durables.

Entre 2016 et 2020, le Partenariat Voix pour le Changement a collaboré avec cinq partenaires OSC dans deux pays qui, à leur tour, ont facilité les liens avec leurs vastes réseaux dans la société civile.

Au [Burkina Faso](#), le travail de plaidoyer des OSC s'est concentré sur la direction d'une action collective entre OSCs pastorales, afin de sensibiliser l'opinion sur les lois existantes qui gouvernent le développement du pastoralisme, et de plaider pour leur mise-en-œuvre totale et inclusive, surtout au niveau local. En plus de diriger le processus d'harmonisation de la législation pertinente, les partenaires OSC ont également fait pression sur les acteurs nationaux et régionaux afin de préserver l'accès des éleveurs



Des partenaires OSC au Burkina Faso participant à un atelier sur le développement des capacités organisé par la SNV et l'IFPRI en avril 2019

nomades aux pâturages et aux ressources en eau au-delà des frontières nationales.

Le Kenya peut certes se targuer de disposer de politiques climatiques robustes, pourtant, jusqu'à présent, celles-ci n'ont pas accordé suffisamment d'attention aux besoins et aux préoccupations des éleveurs nomades. Ainsi, les OSC kényanes ont travaillé principalement à faire entendre la voix des éleveurs nomades [dans les processus officiels d'élaboration du Plan d'Action National sur le Changement climatique](#), ainsi que pour les réglementations associées aux niveaux national et sous-national. Autre domaine prioritaire : plaider pour une hausse du budget alloué au sous-secteur du bétail, et soutenir le développement des capacités d'associations de marchés communautaires afin d'assurer l'usage optimal de ces ressources.

Réussites du V4CP

Renforcer les coalitions d'OSC pastorales

Afin d'assurer que le niveau local s'approprie l'agenda des activités de plaidoyer, le programme V4CP s'était initialement concentré sur le rapprochement de divers réseaux d'OSC afin de leur permettre d'identifier conjointement leurs priorités politiques, et de développer

Faire entendre la voix des éleveurs nomades

Dans un contexte d'aggravation des soulèvements, les OSCs du Burkina Faso avaient besoin d'un front uni afin de convaincre les décideurs de l'urgence des problèmes touchant les communautés agro-pastorales.

Dès le début, les deux partenaires V4CP, PASMEP et APSS, ont contacté les OSCs sœurs impliquées dans la promotion et la défense des intérêts pastoraux, et les ont invité à participer à des activités conjointes de renforcement des capacités. L'alliance s'est rapidement muée en une plateforme largement reconnue, avec une plus grande légitimité de s'exprimer au nom des communautés. Grâce à cela également, la confiance s'est installée avec les institutions gouvernementales, qui ont invité l'alliance d'OSC pastorales à contribuer au développement, à la mise-en-œuvre et au suivi des politiques liées au bétail, et d'autres processus ayant un impact direct sur les communautés pastorales.



Représentants d'une alliance de la société civile au Burkina Faso, plaidant pour la résilience pastorale.



Femmes vendant du lait sur le marché au bétail au Kenya.

un programme commun pour les activités de plaidoyer.

Une des réalisations majeures des activités de renforcement des capacités du Partenariat au Burkina Faso a été la [création d'une plateforme de plaidoyer unifiée de 16 OSCs](#) travaillant sur le développement pastoral durable et la résistance aux effets du changement climatique. L'alliance est née de la collaboration initiale du V4CP avec deux autres réseaux d'OSC : l'Association pour la Promotion de l'Élevage Animal dans les Régions du Sahel et des Savanes (APESS) et la Plateforme pour les Actions pour Sécuriser les Ménages Pastoraux (PASMEP). La plateforme OSC a également joué un rôle clé pour lancer une collaboration pluri-acteurs plus large pour faire face à certains des défis auxquels sont confrontées les communautés pastorales.

Au **Kenya**, le V4CP a permis de rassembler trois OSCs, l'Alliance Pan-Africaine pour la Justice Climatique (PACJA), le Conseil Marketing Bétail Kenya (KLMC), et le Centre pour le Développement des Droits des Minorités (CEMIRIDE) – ainsi que leurs affiliés – afin d'aligner leurs intérêts et de mieux faire entendre leur voix. La collaboration qui en a résulté a été essentielle dans l'adoption de politiques

Le pouvoir des données factuelles

Les révisions budgétaires régionales pour les zones d'Isiolo et Marsabit ont révélé que les secteurs sensibles au climat et essentiels aux moyens de subsistance, comme l'agriculture, l'élevage, l'eau, l'environnement et les ressources naturelles, sont systématiquement sous-financés dans les budgets annuels. Avant l'exercice 2019/20, Isiolo et Marsabit consacraient 6% et 5% de leur budget respectivement à l'agriculture. Pour comparer, Isiolo attribuait 19% du budget à la santé, et 9% à l'eau.

Suite à la diffusion des résultats de l'étude, les deux régions ont augmenté la part du budget consacrée à l'agriculture de 9.9% et 8.7% respectivement. C'est grâce à l'argumentaire convaincant de l'audit budgétaire qui a augmenté les allocations, associé à un usage efficace des finances publiques, qui auront un impact positif sur l'autonomisation économique, la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et des inégalités. Les législateurs des districts de Marsabit et d'Isiolo ont également adopté des résolutions les engageant à continuer d'augmenter ces allocations afin d'atteindre l'objectif de l'Union africaine de 10% des dépenses consacrées à l'agriculture.

plus favorables aux communautés pastorales aux niveaux sous-national et national. Les trois OSCs ont consolidé les synergies par le biais de la Plateforme du Kenya sur la Gouvernance Climatique, qui se distingue en tant qu'acteur important dans le développement et la mise-en-œuvre du plan d'action national du Kenya sur le changement climatique.

Consolider la base de données factuelles afin d'influencer l'élaboration des politiques et d'engager la responsabilité des décideurs

Un axe central de la stratégie V4CP vise à renforcer l'expertise thématique des OSCs sur les questions de développement durable pastoral, de résistance face au changement climatique, et dans d'autres domaines connexes. Pour un suivi efficace de l'application des politiques,

et une responsabilisation des décideurs, des compétences de recherches et d'analyse solides sont essentielles.

En 2019, la KLMC a mené une étude afin d'évaluer les modèles de répartition des ressources dans les comtés kényan d'Isiolo et de Marsabit sur une période de cinq ans. L'étude a abouti sur deux publications de suivi budgétaire qui ont plaidé de manière convaincante pour une plus grande allocations de ressources au secteur de l'agriculture sensible au climat, notamment le sous-secteur du bétail. Les résultats ont aidé à convaincre les responsables qu'un modèle plus équitable de partage des revenus permettrait de réduire les cas d'évasion fiscale et de générer des ressources excédentaires qui pourraient être ré-investies dans les infrastructures communautaires, contribuant ainsi à créer des modèles économiques pastoraux plus pérennes sur le long terme.

Suite à l'éclatement de la crise du COVID-19, le partenaire du Burkina Faso, APESS, a lancé une évaluation rapide des premiers impacts de la crise sur le secteur agro-pastoral dans 12 pays du Sahel. L'étude a révélé que la crise augmentait le risque d'insécurité alimentaire généralisée, de déplacements de masse, et d'augmentation des conflits intercommunautaires. L'étude alerte sur le

fait que les conséquences potentielles pourraient être aussi graves que celles observées lors de la crise alimentaire du Sahel dans les années 1970, et a appelé à l'adoption de plusieurs mesures urgentes afin de lutter contre les effets immédiats de la pandémie, et de rétablir la résilience des systèmes de production agro-silvo-pastoraux dans la région.

Saisir les opportunités politiques pour faire avancer l'agenda pastoral par le biais de plateformes pluri-acteurs

La révision de la Loi d'Orientation sur le Pastoralisme (LORP) au Burkina Faso illustre bien la manière dont le V4CP a soutenu les alliances OSC afin de faciliter les processus impliquant divers acteurs qui ont orienté les changements politiques à différents niveaux. Profitant d'une importante foire au bétail, la plateforme OSC a entamé une collaboration avec le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques, en soulignant l'omission de questions essentielles, telles que le changement climatique, les questions de genre et la décentralisation dans le cadre juridique existant. Le Ministère a ensuite nommé un comité de révision chargé d'entamer un réexamen officiel du cadre juridique.





Vente de bétail au Kenya. Les femmes éleveurs-nomades dans les deux pays sont de plus en plus impliquées dans les activités de commercialisation du bétail, domaine pourtant à prédominance traditionnellement masculine.

Au **Kenya**, les partenaires OSC soutenus par le V4CP, CEMIRIDE et PACJA, ont travaillé en étroite collaboration avec le Ministère de l'Environnement et des Forêts, afin de garantir la prise en compte des points de vue des éleveurs nomades et d'autres groupes marginalisés durant les processus de planification nationaux destinés à faire face au changement climatique. Les OSCs ont également mobilisé des groupes représentant des intérêts locaux afin d'entrer en contact avec les gouvernements des comtés dans le cadre de l'élaboration de politiques sous-nationales d'adaptation au changement climatique, telles que celles adoptées par le Comté du Marsabit en 2019.

Viabilité économique à long-terme du pastoralisme

Malgré leur capacité d'adaptation aux conditions arides, les systèmes de production pastoraux sont sous-représentés dans les planifications d'ensemble du développement et des allocations budgétaires. Afin de créer un environnement propice à des systèmes alimentaires et des moyens de subsistance plus résilients, le partenaire kényan OSC KLMC a apporté son

soutien à la révision des réglementations existantes sur la commercialisation du bétail dans trois comtés à prédominance pastorale : Isiolo, Marsabit et Samburu. À cet égard, on peut citer deux politiques pertinentes : les réformes des Actes et Règlements pour les marchés de ventes du Comté (County Sale Yard Acts and Regulations), et la Loi sur le Marché et le Commerce du Bétail de Marsabit (Marsabit Livestock Market and Trade Bill), 2019.

L'objectif de plaider pour un amendement des réglementations existantes était d'obtenir plus de droits pour les communautés locales sur les marchés au bétail, et, ainsi, d'augmenter leurs revenus en diminuant leur dépendance à l'égard d'intermédiaires et d'autres pratiques d'exploitation. Autre point fondamental : les OSCs ont cherché à s'assurer qu'une partie des revenus générés seraient investis dans les infrastructures communales, telles que des réservoirs communautaires et des trous de forages, ainsi que dans d'autres services de base tels que des écoles et des centres de santé. Grâce à ces activités de lobby, le comté d'Isiolo a accepté de modifier son rapport de partage de revenus avec les associations de commercialisation du bétail de

70:30 à 60:40. La plateforme OSC s'est ensuite embarquée dans une initiative similaire pour le comté du Marsabit.

Au Burkina Faso, les partenaires OSC PASMEP et UMPL/B ont participé à une campagne nationale de sensibilisation afin de promouvoir l'émancipation et la responsabilisation des femmes dans la chaîne de valeur laitière. La campagne a mis en lumière le rôle des unités de transformation du lait gérées par des femmes comme augmentant les revenus, ainsi que pour les besoins en sécurité alimentaires des ménages pastoraux. La campagne a fait la promotion d'une marque de commerce équitable locale (Fair Faso) afin de sensibiliser l'opinion des consommateurs et de créer des débouchés de commerce pour ces mini laiteries gérées par des femmes.

Quelles leçons tirer des activités de plaidoyer efficaces dans le secteur du pastoralisme ?

Personne n'est laissé pour compte : En aidant à renforcer les capacités des alliances OSC, le V4CP a récolté des exemples concrets de politiques et de structures de gouvernance plus inclusives aux niveaux national et sous-national. Toutefois, comme l'ont révélé des visites d'échange entre les OSCs du Burkina Faso et du Kenya, il existe un risque que le fait de se concentrer sur des institutions communautaires établies contribue à marginaliser davantage les voix plus faibles de la communauté. Ceci souligne la nécessité d'une vision davantage orientée vers les questions de genre et d'inclusion sociale, afin de lutter contre les asymétries de pouvoir, surtout au niveau local. On peut citer par exemple l'effort délibéré réalisé pour encourager la participation des femmes à des associations à prédominance masculine de commercialisation du bétail au Kenya. Les OSCs envisagent également des stratégies afin d'étendre la portée des associations de bétail, afin qu'elles répondent aussi à l'élevage géré par des femmes, notamment les petits ruminants.

Entretenir les réalisations politiques : Le Partenariat Voix pour le Changement a joué un rôle essentiel dans la mobilisation d'acteurs clés afin de plaider pour un environnement plus propice à la résilience au climat dans les contextes pastoraux. Toutefois, une fois adoptées,

ces politiques doivent faire l'objet de suivis, engageant la responsabilité des décideurs. Dans le cas du modèle de co-gestion du bétail au Kenya, par exemple, il faut maintenir le dialogue avec les autorités du comté afin de garantir la transparence de la répartition des ressources et que l'accent soit mis sur le développement de la communauté. Les acteurs impliqués ont également identifié un besoin de renforcer le cadre juridique global, et pas uniquement les accords locaux de commercialisation du bétail, afin d'éviter qu'ils ne soient « pris en otage » par des agendas politiques ou des intérêts personnels.

Élargir la gamme des compétences dans l'aide au renforcement des capacités : L'une des leçons tirées de l'évaluation de l'approche du travail de plaidoyer du V4CP basé sur des données factuelles, a été que bien que cela ait permis de générer des données solides pour engager le contact avec des politiques et des décideurs importants, cela ne suffisait pas pour permettre aux OSCs locales d'analyser les données disponibles, et de produire des données propres à un contexte donné. Voilà pourquoi il est important de s'assurer que les programmes futurs d'activités de plaidoyer aillent au-delà de la collaboration pour la recherche à haut-niveau et renforcent les capacités des OSCs ancrées dans la communauté afin qu'elles produisent et diffusent ces données factuelles.

Autre compétence importante dans les activités de plaidoyer : être en mesure d'anticiper les tendances à venir, et évaluer quelles sont les réponses politiques nécessaires pour mener à bien la transformation sur le long-terme. Avec le rythme et la portée accélérés des effets du changement climatique les OSCs doivent impérativement comprendre les approches simplifiées pour faciliter les processus de changement dirigés par la communauté. On peut ici notamment citer les analyses de tendances au niveau de la communauté, les exercices de visualisation, et la cartographie des ressources.

Aperçu du Partenariat Stratégique

Titre : Partenariat Voix pour le Changement (Voice for Change Partnership, V4CP)

Partenaires : Ministère néerlandais des Affaires étrangères (DGIS), Ambassades du Royaume des Pays-Bas, International Food Policy Research Institute (IFPRI), ainsi que 50 organisations de la société civile (OSCs) dans les six pays projet

Durée : Janvier 2016 - Décembre 2020

Le programme d'activités de plaidoyer sur la Résilience

Le programme d'activités de plaidoyer du Partenariat Voix pour le changement se concentre sur la préservation des intérêts des communautés pastorales au Burkina Faso et au Kenya, grâce à des politiques et stratégies inclusives pour faire face au changement climatique. Les quatre domaines prioritaires du programme :

- Faire entendre la voix des éleveurs-nomades dans le dialogue sur les politiques visant à faire face au changement climatique, les stratégies et la répartition des ressources aux niveaux national et sous-national ;
- Inclusion de l'agenda pastoral dans les programmes de développement nationaux et sous-nationaux ;
- Amélioration des systèmes de marché pastoraux du bétail en vue d'atteindre la pérennité économique des éleveurs ;
- Augmentation de la part du budget allouée à l'élevage, conformément à l'objectif de l'Union africaine de 10% du budget national au secteur de l'agriculture pour la sécurité alimentaire.

Kenya



**KENYA LIVESTOCK
MARKETING COUNCIL**



Burkina Faso



SNV

La SNV est une organisation internationale de développement à but non-lucratif œuvrant pour le changement durable dans la vie des personnes vivant dans la pauvreté en les aidant à augmenter leurs revenus et leur améliorer l'accès à des services de base. Nous travaillons principalement sur trois domaines et maintenons une présence locale et de long-terme dans plus de 25 pays en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Notre équipe compte plus de 1,300 personnes et constitue la colonne vertébrale de la SNV.

IFPRI

L'Institut international de recherche en matière de politique alimentaire (International Food Policy Research Institute, IFPRI) apporte des solutions politiques fondées sur la recherche afin de réduire durablement la pauvreté et mettre un terme à la faim et à la malnutrition dans les pays en voie de développement.

Photo de couverture

Vente de bétail au Kenya

Conseillers V4CP résilience :

Fousseni Ouattara (Burkina Faso), Victor Gathogo (Kenya)

Pour plus d'information

SNV Netherlands Development Organisation

Personne de contact :

Mary Njuguna Kimwadu

Phone: +254 724 463355

Email: mnjuguna@snv.org

info@snv.org

www.snv.org

twitter.com/SNVworld

facebook.com/SNVworld

linkedin.com/company/snv

Décembre 2020